

L'APRÈS-GUERRE: LES “AGROVILLES”...

Après la guerre, Staline, encouragé par la victoire, ne pensait évidemment nullement à la libéralisation du régime kolkhozien. Au contraire, aussi bien lui que son entourage, voulaient serrer encore plus la vis du régime des kolkhozes. Ainsi, en 1948, fut conçue sur une large échelle une réforme destinée à élargir considérablement les fermes collectives. On envisageait de transplanter les hameaux kolkhoziens dans des agglomérations plus importantes qui devaient être construites, et auxquelles on avait donné d'avance le nom prétentieux d'agrovilles. Ces agrovilles devaient, selon les protagonistes de cette idée, faciliter l'emploi des machines agricoles et en même temps arracher les kolkhoziens aux lopins de terre qui les nourrissaient.

En effet, il s'agissait cette fois d'enlever par la force les paysans à leurs anciennes bases, de les déplacer de leurs terres natales. Il fut même question de détruire les villages avec leurs isbas et leurs jardins, et de faire venir les paysans dans des agrovilles, qui devaient être construites à base de maisons modernes.

Ce plan incendiaire reçut un commencement de réalisation dans sa partie négative, destructrice. On promettait aux kolkhoziens monts et merveilles, en parlant évidemment en leur nom comme s'ils avaient été préalablement consultés. Ainsi A. Savine écrivait dans les «*Voprossy ekonomiki*» de septembre 1950, que «*les villages et hameaux sont mal aménagés et manquent de locaux pour des organisations culturelles et sociales. C'est pourquoi les membres de ces grandes associations agricoles estiment qu'il convient de construire de nouvelles agglomérations disposant des aménagements nécessaires pour que, dans un proche avenir, on puisse y transférer tous les kolkhoziens habitant dans les villages ou hameaux éloignés les uns des autres et dépourvus d'installations modernes.*

Dans la «*Pravda*» du 28 février 1951, F. Grinko disait aussi que «*de grosses associations agricoles pourront créer de grandes stations électriques, des services combinés pour transformer les produits agricoles, des entreprises pour fabriquer les matériaux de construction dont elles ont besoin, et bâtir de vastes et magnifiques locaux pour les organisations culturelles et sociales.*

Les agrovilles eurent enfin un autre défenseur de marque, c'était Nikita Khrouchtchev qui écrivait dans la «*Pravda*» du 4 mars 1951: «*le niveau matériel et culturel du kolkhoze s'est élevé. Ce dernier a aujourd'hui d'autres besoins, il veut organiser sa vie dans de bonnes conditions et une seule pièce d'habitation ne peut plus le satisfaire. Il faut trouver le moyen de lui en donner deux, trois ou même quatre.*». Or tout cela n'était que mensonge grossier. Les villages soviétiques à ce moment étaient dans un tel état d'épuisement et même de misère atroce que tous ces beaux discours n'étaient que poudre aux yeux et sinistre plaisanterie.

En réalité, ce projet était destiné à briser définitivement la classe paysanne, fût-ce par la destruction physique des êtres humains dépourvus même de toit au-dessus de leur tête. Pour la construction de ces agrovilles, il n'existe aucun base matérielle dans un pays appauvri et détruit par la collectivisation forcée et la guerre. Fort heureusement, ce projet démentiel et criminel fut stoppé dans sa réalisation grâce à la brusque disparition de Staline. Sans cela il eût été appliqué, évidemment dans sa partie destructrice. On aurait chassé les paysans de leurs isbas, sans pouvoir leur donner d'autres abris, et on aurait de cette façon parachevé la destruction physique de la classe elle-même.

LES PLANS DE TRANSPLANTATION FORCÉE SONT-ILS ABANDONNÉS?

Ainsi à l'heure actuelle ces plans de concentration des paysans dans les localités avec une population relativement importante ne sont nullement abandonnés. Nous en trouvons écho dans la *Lit. Qaz.* n°49 pour l'année 1967 dans l'article de Semionov, secrétaire du *Comité Régional du Parti de la région de Gorki* qui dit que «*l'organisation du milieu vital à la campagne nécessite depuis longtemps une intervention sérieuse de la part de l'Etat*». Et de nouveau on fait miroiter l'organisation des services culturels dans des localités plus grandes que la plupart des villages d'aujourd'hui. Mais les motifs et les moyens de réalisation restent les mêmes quoique l'auteur trouve nécessaire de souligner que «*Naturellement, il ne peut y être question d'une transplantation forcée des gens dans de nouveaux bourgs*».

Cette précaution de langage s'explique en partie par le fait que l'auteur répond à un autre article publié par N. Tchétounova dans la *Lit. Gaz.* n°35 de la même année 1967 dans lequel nous lisons que «*dans le but de faire disparaître le plus rapidement et radicalement les différences les plus essentielles entre la ville et la campagne, ainsi qu'on le comprend dans le Gosstroï (Office d'Etat de Construction) on projette un système universel de transfert des habitants de nos villages*». Selon ce «*système universel*» de 600.000 villages (selon d'autres données 700.000) on projette de choisir 120.000 villages «*présentant une perspective*» pour la reconstruction radicale et le développement pour que les 480 (ou 580.000) villages qui restent partent dans le néant. Dans les villages «*présentant une perspective*» où seront créées toutes les commodités de la vie citadine, doivent être transplantés les habitants des villages voisins.

N. Tchétounova nous apprend aussi que dans les villages «*sans perspective*», c'est-à-dire dans au moins 4 villages sur 5, «*est interdite toute nouvelle construction, n'importe quel aménagement*». «*Si tu habites un tel village, nous dit-elle, et que ton fils se marie et a des enfants, tu ne peux faire ajouter à ta maison une nouvelle chambre ou faire mettre le chauffage central*».

Selon le système universel du Gosstroï de l'U.R.S.S., «*un kolkhoze n'a pas droit, par exemple, de construire dans un village éloigné une petite école très nécessaire ou un petit club, car les écoles doivent être construites pour un nombre minimum de 192 élèves avec tout le matériel qu'on ne peut souvent trouver nulle part, sans parler du montant très élevé d'une pareille construction*».

Mais l'auteur semble optimiste. Elle espère que «*l'idée monstrueuse de surmonter le retard culturel des campagnes en les transformant en villes sans personnalité, avec des maisons de plusieurs étages, est condamnée et rejetée*». Selon elle, à la conférence de Moscou consacrée à cette question, il était dit que les kolkhoziens refusent catégoriquement d'aller habiter des maisons à plusieurs étages avec des potagers hors de la ville. Et l'auteur semble les comprendre en disant que «*la maison à plusieurs logements avec un lopin de terre éloigné c'est une rupture avec les habitudes de travail du paysan. C'est une autre psychologie*», et elle plaide pour qu'on laisse la construction dans les villages aux soins de la coopération villageoise. Elle pense que dans ces conditions les kolkhoziens pourraient mobiliser leurs forces et leurs ressources. Mais c'est justement contre ces idées que le secrétaire de Gorki répond que l'intervention de l'Etat dans l'organisation de la vie du paysan est indispensable. En effet, sans cela que deviendrait la ligne maîtresse des bolchéviks quant au problème paysan.

Ida METT.